



Pour information — document sans caractère officiel.

EMBARGO: 26 février 2003
00:01 heure (GMT)

AFGHANISTAN: LES PROBLÈMES DE DROGUE NE SE LIMITENT PAS AUX OPIACÉS

L'Organe international de contrôle des stupéfiants préconise une stratégie d'ensemble pour s'attaquer à ces problèmes

L'Afghanistan doit élaborer une stratégie nationale de contrôle des drogues d'ensemble et cohérente, visant toutes les cultures illicites de plantes servant à fabriquer des drogues et toutes les drogues produites illicitement et faisant l'objet de trafic, déclare l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) dans son dernier rapport annuel publié aujourd'hui à Vienne. Selon l'Organe, il ne pourra y avoir de développement durable dans la paix en Afghanistan si le problème des drogues n'est pas abordé dans sa totalité.

L'Organe note avec une vive préoccupation que, malgré une campagne d'éradication menée par le Gouvernement et la promulgation de deux décrets interdisant la culture du pavot à opium et les activités connexes, la culture du pavot à opium reste largement répandue en Afghanistan.

L'Organe suit de près les questions relatives au contrôle des drogues en Afghanistan et il travaille avec les autorités de l'actuel État islamique de transition en Afghanistan, comme il l'a fait avec les précédents gouvernements, y compris le gouvernement Taliban. En mai 2000, l'Organe a invoqué l'article 14 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, ce qu'il ne fait que dans des cas exceptionnels, lorsque les buts des conventions internationales relatives au contrôle des drogues sont sérieusement compromis par l'évolution de la situation dans un pays. En vertu de cet article, il peut recommander au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies de décider un embargo à l'encontre d'un pays dont le gouvernement ne prend pas les mesures nécessaires ou ne coopère pas.

Conscient des efforts déployés par le gouvernement actuel, l'OICS appelle la communauté internationale et les pays de la région à offrir leur aide et leur coopération au plus vite et sans restriction. Il insiste par ailleurs sur le fait que les cultures illicites de pavot à opium ne pourront être éradiquées que si les lois pertinentes sont rigoureusement respectées et appliquées et si d'autres moyens durables de subsistance sont proposés aux agriculteurs.

L'Organe souligne aussi que, pour être viable, toute stratégie de contrôle des drogues en Afghanistan doit viser l'ensemble des drogues. Les produits chimiques nécessaires à la fabrication d'héroïne entrent en contrebande dans le pays en transitant par les pays voisins. De même, les trafiquants ont essayé de détourner vers l'Afghanistan des substances psychotropes, qui peuvent aussi être utilisées pour couper l'héroïne. En coopération avec le Gouvernement chinois, l'Organe a récemment empêché l'exportation vers l'Afghanistan de cinq tonnes de diazépam, quantité si importante qu'elle dépasse les besoins médicaux annuels de presque tous les pays du monde. L'analyse d'échantillons d'héroïne saisie ont révélé que du diazépam avait été utilisé comme adjuvant.

La culture du cannabis illicite fait de l'Afghanistan l'un des principaux pays fournisseurs de résine de cannabis (haschisch). L'éradication de ces cultures et la répression du trafic de cannabis doivent aller de paire avec la lutte contre la culture et le trafic d'opiacés illicites.